



LE CHIEN DE GARDE

Bulletin

WWW.OMBUDSMAN.ON.CA

ABONNEZ-VOUS À NOTRE E-BULLETIN

DÉSABONNEZ-VOUS

ENGLISH

L'Ombudsman ouvre sa première enquête systémique municipale

L'enquête examinera les pratiques d'approvisionnement non concurrentiel à Brampton

Le 25 mai, l'Ombudsman de l'Ontario Paul Dubé a annoncé une enquête sur les pratiques d'approvisionnement de la ville de Brampton, au sujet de l'application de ses règlements, politiques et procédures d'achat sur les marchés non concurrentiels.

Cette annonce marque l'ouverture de la première enquête systémique de l'Ombudsman à propos d'une municipalité et fait suite à un vote du Conseil de Brampton en février demandant l'intervention de l'Ombudsman.

« Durant notre examen des renseignements que nous avons recueillis à la suite de demandes informelles, nous avons déterminé que la question des approvisionnements non concurrentiels pourrait avoir des répercussions systémiques sur la ville, son personnel et ses citoyens », a dit M. Dubé.

Quiconque a des renseignements précis sur le sujet de cette enquête est invité à communiquer avec le Bureau de l'Ombudsman en utilisant [un formulaire confidentiel de plainte](#), ou en appelant le 1 800 263-1830.

► [Lire le communiqué de presse complet](#)

Dans l'actualité :

► [Ontario's ombudsman tackles Brampton city hall](#) (Toronto Star)



MAI 2016

L'Ombudsman enquête sur les plaintes du public à propos des organismes du gouvernement de l'Ontario et du secteur parapublic.

Son Bureau surveille plus de 1 000 ministères, agences, tribunaux, conseils, commissions, sociétés de la Couronne, et les conseils scolaires, les municipalités et les universités. L'Ombudsman Paul Dubé a pris son poste le 1er avril.

[PORTEZ PLAINTÉ EN LIGNE](#)

Ombudsman Ontario

Bell Trinity Square
483, rue Bay, 10e étage, Tour Sud,
Toronto, ON
M5G 2C9

Téléphone : 1-800-263-1830

Télécopieur : 416-586-3485

ATS : 1-866-411-4211

Courriel : info@ombudsman.on.ca



MESSAGE DE
L'OMBUDSMAN

- › [Ontario Ombudsman to probe City of Brampton's business practices](#)(Brampton Guardian)

Abolir l'isolement illimité : Recommandation de l'Ombudsman dans son mémoire

Le 10 mai, M. Dubé a rendu public son mémoire au ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels, demandant instamment au Ministère d'abolir le placement des détenus en isolement illimité et de concevoir des options pour protéger les droits des personnes vulnérables.

Dans son mémoire intitulé [L'isolement : Pas un problème isolé](#), l'Ombudsman demande au Ministère de remédier à ce qu'il appelle « les graves répercussions négatives de l'isolement et l'insuffisance notable des protections procédurales existantes ». Il fait 28 recommandations, dont la création d'un groupe indépendant chargé d'examiner les placements en isolement et de donner force de loi à certaines procédures – comme l'imposition d'une limite de 15 jours pour les isolements.

Le Bureau de l'Ombudsman a une solide expérience du traitement des plaintes à propos des établissements correctionnels provinciaux, traitant quelque 4 000 cas chaque année.

Durant les trois dernières années, il a reçu 557 plaintes au sujet de l'isolement et il a sonné l'alarme à maintes reprises à propos du non-respect des politiques d'isolement par les responsables des services correctionnels.

- › [Lire le mémoire de l'Ombudsman](#)
- › [Lire le communiqué de presse complet](#)

Dans l'actualité :

TORONTO STAR

Ban long-term solitary confinement: Editorial

Ontario Ombudsman Paul Dubé is right to call for a ban on the long-term solitary confinement of prison inmates.

- › [Ontario's ombudsman calls for end to indefinite segregation](#) (The Ottawa Citizen)
- › [Ontario ombudsman calls for end to long-term solitary confinement in jails](#)(The Globe and Mail)



Vous voulez savoir ce qu'il y a de nouveau à notre Bureau? Regardez le [récent blogue de l'Ombudsman](#) sur son premier mois en fonctions.

DISCOURS DE L'OMBUDSMAN

L'Ombudsman prendra la parole lors de l'assemblée annuelle des membres de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario le 2 juin. Pour regarder en direct, [cliquez ici](#).

L'Ombudsman a prononcé un discours à la conférence des Ontario Small Urban Municipalities le 6 mai. [Lire son discours](#).



L'Ombudsman s'est aussi adressé à la Fédération des municipalités du Nord de l'Ontario le 12 mai. [Lire son discours](#).

RÉUNIONS À HUIS CLOS

Sudbury : L'Ombudsman a conclu qu'une table ronde qui avait réuni les conseillers et le premier ministre Justin Trudeau en avril 2016 n'était pas une réunion illégale.

Les rapports de deux enquêtes systémiques en sont à leur étape finale – parution prévue pour juin, juillet

Le 19 mai, l'Ombudsman de l'Ontario Paul Dubé a confirmé qu'il compte faire paraître les rapports de deux des enquêtes systémiques approfondies de son Bureau en juin et juillet, une fois que tous les processus requis seront achevés.

Le premier résulte d'une enquête sur la manière dont la province oriente la formation des policiers en matière de désamorçage des conflits. Cette enquête a été ouverte dans le sillage de la fusillade policière dont a été victime Sammy Yatim, à l'été de 2013. Une ébauche des conclusions et recommandations de l'Ombudsman, dans ce cas, a été remise le 19 mai au ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels en vue d'une réponse. Le rapport devrait paraître à la fin juin.

La seconde enquête porte sur la prestation des services aux adultes ayant une déficience intellectuelle qui sont en situation de crise – problème qui a suscité plus de 1 400 plaintes au Bureau de l'Ombudsman au cours des trois dernières années. Une ébauche des conclusions et recommandations de M. Dubé, dans ce cas, a été remise au ministère des Services sociaux et communautaires le 24 mai. Le rapport devrait paraître à la fin juillet.

► [Lire le communiqué de presse complet](#)

Secteur parapublic : Cas récents

Les plaintes relevant du nouveau droit de surveillance de l'Ombudsman sur les municipalités, les universités et les conseils scolaires ont atteint **plus de 2 000**. Nous avons reçu **502 plaintes au sujet des conseils scolaires** depuis le 1er septembre, ainsi que **1 470 plaintes à propos des municipalités** et **121 plaintes à propos des universités** depuis le 1er janvier. La majorité de ces cas ont été réglés de manière informelle, généralement en transmettant les dossiers aux responsables locaux.

Notre personnel a aiguillé les plaignants dans la bonne direction et les a aidés à régler maints problèmes. En voici un exemple : un parent s'est plaint à notre Bureau qu'un conseil scolaire avait décidé de déplacer l'arrêt d'autobus de son enfant de 300 mètres, jusqu'à un croisement où il y avait beaucoup plus de circulation. Notre Bureau a examiné la politique de transport du conseil scolaire et s'est enquis des mesures prises par lui pour évaluer la sécurité au nouvel arrêt. La plainte a été close car nous avons eu confirmation que le conseil s'était rendu sur le lieu de l'arrêt d'autobus et avait donné réponse à toutes les inquiétudes du parent.

Dans un autre cas, un étudiant s'est plaint de la piètre qualité des cours dans son université et a expliqué qu'une agence de recouvrement lui avait intenté des poursuites pour frais de scolarité impayés. Il voulait obtenir un remboursement des

[Lire la lettre.](#)

Comté de Norfolk : L'Ombudsman a conclu qu'une réunion du comité du conseil en décembre 2015 avait enfreint la *Loi sur les municipalités* quand un contrat sur des services juridiques avait été discuté à huis clos. [Lire le rapport.](#)

The Nation : L'Ombudsman a conclu qu'une réunion tenue en août 2015 n'avait pas enfreint la *Loi sur les municipalités*, mais il a recommandé que la municipalité diffuse les délibérations de ses réunions. [Lire le rapport.](#)

VOUS VOULEZ TRAVAILLER AVEC NOUS?

Nous sommes constamment à la recherche de gens de talent qui aimeraient se joindre à nos équipes des **enquêtes**, des **règlements préventifs** et des **services juridiques**. Les étudiants en droit peuvent [cliquer ici](#). Pour en savoir plus sur les règlements préventifs, [cliquez ici](#). Pour en savoir plus sur les enquêtes, [cliquez ici](#).



RESTEZ EN CONTACT

L'Ombudsman compte maintenant plus de **4 323** fans sur [Facebook](#)

frais qu'il avait versés. Notre Bureau lui a conseillé de s'adresser à l'université, soulignant que nous sommes un dernier recours, mais lui a dit que nous pourrions examiner la réponse de l'université s'il n'était pas satisfait du processus interne de règlement.

[Consultez nos brochures](#) pour en savoir plus sur les plaintes à propos des municipalités, des universités et des conseils scolaires, ou [remplissez un formulaire de plainte ici](#).

Vous avez une plainte à propos d'une municipalité? [Lisez ceci d'abord](#)

Vous avez une plainte à propos d'une université? [Lisez ceci d'abord](#)

Vous avez une plainte à propos d'un conseil scolaire? [Lisez ceci d'abord](#)

et **36,629** sur [Twitter](#) ! Restez en contact avec nous grâce aux médias sociaux ou envoyez-nous un mot à lechiendegarde@ombudsman.on.ca

Restez en connexion avec notre Bureau dans les deux langues officielles! Suivez notre compte

Twitter en français :

[@Ont_OmbudsmanFR](#).

Office of the Ombudsman of Ontario | Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario

1-800-263-1830 - Complaints Line | Ligne des plaintes | 1-866-411-4211 - TTY | ATS

Bell Trinity Square, 483 Bay St., 10th Floor, South Tower

Bell Trinity Square 483, rue Bay 10e étage, Tour Sud, Toronto, Ontario, M5G 2C9, Canada

If you received this newsletter in French and would like to get it in English, [send us an email](#).